

probablement imposer de nouveaux impôts ou nous devrions faire face à un nouveau déficit d'un montant alarmant. J'en conclus que le gouvernement n'a pas plus le contrôle des dépenses qu'avant de présenter le budget. Les prévisions budgétaires faites cette fois-ci sont tout aussi dignes de foi que les précédentes.

M. Woolliams: Il a parlé d'équilibrer le budget.

L'hon. M. Stanfield: Et il a donné sa garantie personnelle.

L'hon. M. Lambert: Quand on examine ce qu'on a dit, il est utile de relire les déclarations des anciens ministres des Finances comme ceux du ministre des Finances actuel quant aux mesures que le gouvernement comptait prendre pour surveiller les dépenses et recueillir des recettes afin d'équilibrer le budget.

Voici la réponse faite le 31 octobre 1967 par notre ministre des Finances à mon ancien collègue de Carleton. Elle est consignée à la page 3715 du hansard de ce jour-là. La voici:

Le député de Carleton a parlé cet après-midi des priorités en demandant au gouvernement quelles étaient les siennes. Depuis que nous formons le gouvernement, nous avons mis au point un système de prévisions quinquennales en vertu duquel tous les ministères présentent désormais leurs objectifs pour une durée de cinq ans.

A quoi cela sert-il, monsieur l'Orateur? Ce sont simplement des chiffres sur le papier. C'est tout ce qu'ils valent.

M. Woolliams: Il y a seulement un décalage de 400 millions de dollars.

L'hon. M. Benson: Quatre p. 100, ce n'est pas trop mal.

L'hon. M. Stanfield: Mais on s'est trompé du tout au tout.

L'hon. M. Lambert: Le ministre a ensuite ajouté:

Permettez-moi d'assurer au député que lorsqu'il faut dans l'intérêt du pays, ou pour d'autres raisons, réduire les dépenses, on ne procède pas au petit bonheur. Il le sait, j'en suis sûr, ayant acquis une longue expérience au Conseil du Trésor. Voici ce qui se passe. Ces projets de dépenses de chaque ministère font l'objet d'un examen attentif et on supprime ou révisé seulement les crédits choisis des divers ministères.

Si on l'a toujours fait, d'où vient le pétrin dans lequel nous sommes? L'ensemble du nouveau système de prospective quinquennale pour les dépenses et programmes gouvernementaux, grâce à la technocratie des technocrates, aux ordinateurs et à tout l'attirail dont s'est vanté le ministre, a conduit le gouvernement, en quelques mois, à un écart de 730 millions de dollars dans ses dépenses.

Permettez-moi de passer à la page 3776 du hansard du 2 novembre 1967. Le ministre des Finances d'alors, M. Sharp, a répondu à l'ancien député de Carleton:

Non, monsieur l'Orateur. Les prévisions budgétaires ne représentent que le montant maximum qui peut être dépensé. Il ne l'est pas toujours, en fait il l'est très rarement.

Les ministères ne dépensent pas les sommes prévues? Miséricorde, ils ont déjà dépensé en trop 730 millions de dollars cette année, et 875 millions l'année précédente.

L'hon. M. Benson: C'est presque aussi mauvais qu'en 1958.

L'hon. M. Lambert: J'ai parlé de 730 millions, mais le ministre doit encore tenir compte des crédits supplémentaires de 1968-1969.

L'hon. M. Benson: Ils sont compris dans les prévisions.

L'hon. M. Lambert: Le ministre prétend qu'ils sont compris, mais nous verrons à la fin de mars, lorsque les derniers crédits supplémentaires seront présentés.

L'hon. M. Stanfield: Vous présenterez une toute nouvelle série de crédits supplémentaires.

L'hon. M. Benson: C'est pour l'an prochain.

L'hon. M. Lambert: Le 30 novembre 1967, l'ancien ministre des Finances a fait la prévision suivante, consignée à la page 4905 du hansard de ce jour-là:

La prévision préliminaire la plus précise que je puisse faire au sujet du rendement de nos revenus en vertu de notre législation fiscale actuelle au cours de la prochaine année financière—prévision qui, vu la date précoce, est, bien entendu, plus incertaine qu'elle le serait dans un budget normal de printemps—est d'environ 9,700 millions. Étant donné que nous avons décidé de maintenir nos dépenses à 10,300 millions, l'assurance frais médicaux et l'Expo mises à part, notre déficit budgétaire atteindra 600 millions. Je crois que nous pouvons et que nous devrions supprimer la majeure partie de ce déficit.

C'est ce qu'avait dit l'ancien ministre des Finances le 30 novembre. A la page 5171 du hansard du 7 décembre 1967, le ministre actuel des finances a déclaré, lors de sa fameuse intervention:

Lorsqu'il a présenté ses propositions budgétaires supplémentaires la semaine dernière, le ministre des Finances (M. Sharp) a déclaré que je donnerais précisions sur les dépenses et fournirais à la Chambre d'autres détails sur les efforts déployés par le gouvernement en vue de restreindre son programme de dépenses pour 1968-1969 dans les limites d'un plafond fixé.